



CHAPITRE 114

CHAPTER 114

Loi modifiant la charte de la ville de
Mackayville

An Act to amend the charter of the town
of Mackayville

[Sanctionnée le 5 avril 1950]

[Assented to, the 5th of April, 1950]

Préam-
bule.

ATTENDU que la ville de Mackayville a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de ladite ville et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 11 George VI, chapitre 102, soit modifiée; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 173,
remp.
pour la
ville.

1. L'article 173 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Date des
élections.

"173. L'élection générale du maire et des échevins de la municipalité a lieu tous les trois ans le premier jour juridique de mai conformément aux dispositions ci-après:

Change-
ment.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil de la municipalité concernée, changer la date des élections et celle de la présentation des candidats par lettres patentes.

Procé-
dure.

Les procédures et les avis sur cette demande sont, autant que possible les mêmes que ceux requis pour l'obtention des lettres patentes en vertu des articles 12 et suivants de la présente loi.

WHEREAS the town of Mackayville has, by its petition, represented that it is in the interest of the said town and that it is necessary, for the good administration of its affairs, that its charter, the act 11 George VI, chapter 102, be amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 173 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is replaced, for the town, by the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 173,
replaced
for town.

"173. The general election for mayor and aldermen of the municipality shall be held every three years, on the first juridical day of May in accordance with the provisions hereinafter contained.

The Lieutenant-Governor in Council may, by letters patent, upon the application of the council of the municipality concerned, change the date for the elections and the date for the nomination of candidates.

The proceedings and notices for such application shall, as far as possible, be the same as those required for obtaining letters patent under sections 12 and following of this act.

Proceed-
ings.

Avis.

Avis de ce changement doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec* et dans le volume des statuts adoptés à la session alors prochaine de la Législature."

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
la ville.

Enlève-
ment des
vidanges.

2. L'article 427 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est modifié, pour la ville, en y ajoutant le paragraphe suivant:

"11^a Pour pourvoir à l'enlèvement des vidanges dans la ville; pour imposer, afin de défrayer le coût de tel enlèvement, une taxe annuelle sur toute personne, société ou corporation occupant à titre de propriétaire, de locataire ou d'occupant, une maison ou un établissement dans les limites de la ville, que telle personne, société ou corporation dépose des vidanges ou non; pour prescrire le genre de matériaux et les dimensions des réceptacles dans lesquels doivent être déposés les vidanges, cendres et déchets, et pour défendre l'usage à cette fin de réceptacles en carton ou autres non conformes aux règlements; pour établir une taxe différente selon les catégories de personnes, sociétés ou corporations selon leurs occupations ou le genre d'établissement qu'elles occupent;"

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la ville.

Balayage,
etc. des
rues.

3. Le paragraphe 19^o de l'article 429 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est remplacé pour la ville par le paragraphe suivant:

"19^o Pour prélever par le moyen d'une taxe spéciale sur tous les immeubles ayant front sur une rue ou place publique, ou parties d'icelles, les deniers suffisants pour balayer, arroser et tenir en état de propreté telle rue ou place publique, et pour enlever la neige de telle rue, place publique ou parties d'icelles.

Calcul de
taxe.

Ladite taxe pourra être imposée sur les immeubles situés dans telle rue ou place publique, et sera calculée d'après l'évaluation municipale ou d'après l'étendue de front desdits immeubles;"

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la ville.

Proprié-
taire de
taxi, etc.

4. Le paragraphe 27^b de l'article 429 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est remplacé, pour la ville, par le paragraphe suivant:

"27^b Pour obliger tout propriétaire de taxi ou d'automobiles de louage à obtenir de la corporation un permis annuel

Notice of such change must be published in the *Quebec Official Gazette* and in the volume of the statutes passed at the then next session of the Legislature."

2. Section 427 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is amended, for the town, by adding thereto the following paragraph:

"11a. To provide for the removal of garbage in the town; to impose, in order to defray the cost of such removal, an annual tax on any person, firm or corporation occupying as owner, tenant or occupant, a house or an establishment within the limits of the town, whether such person, firm or corporation deposits garbage or not; to prescribe the kind of materials and the dimensions of the receptacles in which garbage, ashes and refuse must be deposited, and to prohibit the use for such purposes of cardboard or other receptacles not conforming to the by-law; to establish a different tax according to the categories of persons, firms or corporations, according to their occupations or the kind of establishment which they occupy;"

Garbage
removal.

3. Paragraph 19 of section 429 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is replaced, for the town, by the following paragraph:

"19. To levy by means of a special tax on all the immoveables fronting on a street or public place, or parts of same, funds sufficient to sweep, water and keep clean any such street or public place, and to remove the snow from such street, public place or parts of same.

Sweeping,
etc. of
streets.

The said tax may be imposed on the immoveables situated in such street or public place, and shall be computed according to the municipal valuation or according to the frontage of the said immoveables;"

Compu-
tation of
tax.

4. Paragraph 27b of section 429 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is replaced, for the town, by the following paragraph:

"27b. To oblige every owner of taxis or automobiles for hire to obtain from the corporation an annual permit not exceed-

Taxi
owner,
etc.

n'excédant pas vingt-cinq dollars par taxi et tout conducteur de taxi, autre que le propriétaire de la voiture, à obtenir de la corporation un permis annuel n'excédant pas deux dollars et cinquante sous, et limiter le nombre d'automobiles de louage ou taxis;".

ing twenty-five dollars per taxi and every taxi driver, other than the owner of the vehicle, to obtain from the corporation an annual permit not exceeding two dollars and fifty cents, and to limit the number of automobiles for hire or taxis;".

S.R.,
c. 233,
a. 439,
rempl.
pour la
ville.

5. L'article 439 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est remplacé, pour la ville, par le suivant:

5. Section 439 of the Cities and Towns R.S., Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), c. 233, s. 439, is replaced, for the town, by the following: replaced for town.

Taxe spé-
ciale.

"439. Le conseil peut, dans le but de rencontrer les sommes dépensées pour la construction d'aqueducs, puits publics, citernes ou réservoirs, et les intérêts sur lesdites sommes dépensées, et de créer un fonds d'amortissement, ou de pourvoir au paiement d'obligations remboursables en séries, imposer, en tout ou en partie, par règlement, sur tous les propriétaires ou occupants de propriétés, bâties ou non, ou sur le bien-fonds seulement, dans la ville, ou sur ceux pour le bénéfice desquels les améliorations sont faites, une taxe spéciale annuelle basée sur l'évaluation de tels immeubles.

"439. The council may, in order to meet the sums expended in the construction of water-works, public wells, cisterns or reservoirs and the interest on such sums expended and to establish a sinking-fund or to provide for the payment of bonds repayable in series, impose by by-law in whole or in part, on all owners of occupants of property, built upon or not, or on the real estate only, in the town, or on those for whose benefit such improvements are made, a special annual tax proportionate on the valuation of such immoveables. Special tax.

Fonds
d'amor-
tissement.

Le fonds d'amortissement créé en vertu du présent article est placé et administré comme celui mentionné en l'article 586."

The sinking-fund hereby created shall be invested and administered in the same fund. manner as that mentioned in section 586."

S.R.,
c. 233,
a. 441,
rempl.
pour la
ville.

6. L'article 441 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est remplacé, pour la ville, par le suivant:

6. Section 441 of the Cities and Towns R.S., Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) c. 233, s. 441, is replaced, for the town, by the following: replaced for town.

Taxe
foncière
spéciale.

"441. Sur requête, signée par la majorité des propriétaires des immeubles affectés, cette majorité devant être en nombre et en raison du front de leurs immeubles, le conseil a le pouvoir d'imposer et de prélever une taxe foncière spéciale, payable par versements annuels, pendant une période de temps n'excédant pas quarante ans avec intérêt sur toute balance restant due au taux de six pour cent par an, sur les immeubles en face desquels des conduites d'eau sont posées par la municipalité, afin de payer le coût de ces conduites. Quelle que soit la dimension d'une conduite d'eau ainsi posée, il ne pourra être prélevé sur les propriétaires riverains

"441. Upon a petition, signed by the majority of the owners of immoveable property affected, such majority being both in number and by reason of frontage of their properties, the council shall have power to impose and levy a special real estate tax, payable by annual instalments, during a period of not more than forty years with interest on all balances remaining due at the rate of six per cent per annum, on the immoveables facing the water conduits constructed by the municipality, to pay the cost of the same. Of whatever dimensions a water conduit, thus constructed, may be, there shall not be levied on the bordering proprietors more than Special real tax.

plus que la proportion du coût d'une conduite de six pouces de diamètre.

Imposition.

La taxe autorisée par le présent article est imposée à raison du front desdits immeubles."

their proportion of the cost of a six inch diameter conduit.

The tax authorized under this section shall be imposed according to the frontage of the said immoveables."

S.R., c. 233, a. 458, remp. pour la ville.
7. L'article 458 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est remplacé, pour la ville, par le suivant:

7. Section 458 of the Cities and Towns R.S., Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), c. 233, s. 458, replaced for town.

Taxe spéciale.

"**458.** Le conseil peut, dans le but de rencontrer les intérêts des sommes dépensées pour l'établissement d'un système d'éclairage des rues et de créer un fonds d'amortissement, imposer, par règlement, sur tous les biens-fonds de la ville, bâtis ou non, une taxe spéciale annuelle basée sur l'évaluation des dits immeubles.

"**458.** The council may, by by-law, Special tax. in order to meet the interest on the sums expended in introducing a system of street lighting, and to establish a sinking-fund, impose on all town land built upon or not, an annual special tax based on the valuation of the said immoveables.

Fonds d'amortissement.

Le fonds d'amortissement créé en vertu du présent article est placé et administré comme celui mentionné en l'article 586."

The sinking-fund created under this Sinking-fund. section shall be invested and managed as that mentioned in section 586."

S.R., c. 233, a. 469, am. pour la ville.
8. L'article 469 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est modifié, pour la ville, en y ajoutant après le paragraphe 9° le paragraphe suivant:

8. Section 469 of the Cities and Towns R.S., Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) c. 233, s. 469, am. for town. is amended, for the town, by adding thereto, after paragraph 9, the following paragraph:

Postes d'attente.

"9°a Pour déterminer les endroits où devront se trouver, dans la municipalité, les postes d'attente des taxis-autos et autobus, sur la propriété publique ou municipale; réglementer ou prohiber le stationnement de ces genres de voitures, sur toutes rues ou partie de rue de la ville nonobstant les règlements généraux de la circulation et du stationnement concernant les autres genres de véhicules;"

"9a. To determine the places where Stands. shall be situated, in the municipality, taxi and autobus stands, on public or municipal property; regulate or prohibit the parking of these kinds of vehicles on any streets or part of street of the town notwithstanding the general traffic and parking by-laws respecting other kinds of vehicles;"

S.R., c. 233, a. 469, am. pour la ville.
9. Le paragraphe 10° de l'article 469 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est remplacé, pour la ville, par le suivant:

9. Paragraph 10 of section 469 of the R.S., Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is replaced, for the town, by the following:

Voitures de livraison, etc.

"10° Pour autoriser et réglementer l'octroi de permis aux propriétaires des voitures ou véhicules-automobiles dont on se sert dans la municipalité pour la livraison de la viande, du pain, du lait, de la glace, des légumes, des épiceries, et autres articles, effets ou marchandises, soit que ces propriétaires résident en dehors ou en dedans de la municipalité, et pour réglementer l'emploi de ces voitures ou véhi-

"10. To authorize and regulate the Delivery wagons, etc. granting of licenses to owners of vehicles or motor vehicles used in the municipality for the delivery of meat, bread, milk, ice, vegetables, groceries and any other goods, effects or merchandise, whether such owners reside in or outside the municipality, and to regulate the use of such vehicles or motor vehicles in the municipality; the permit not to exceed

cules-automobiles dans la municipalité; le permis ne devant pas excéder cinq dollars par voiture ou véhicule-automobile;”.

five dollars per vehicle or motor vehicle;”.

S.R.,
c. 233,
a. 484a,
aj. pour la
ville.

10. La Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est modifiée, pour la ville, en y ajoutant après l'article 484, les suivants:

10. The Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is amended, for the town, by adding thereto, after section 484, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 484a,
added for
town.

Fonds de
roule-
ment.

“484a. Dans le but de mettre à la disposition du conseil les deniers nécessaires, soit pour rencontrer les dépenses aléatoires de la municipalité au cours de l'année fiscale, en attendant la rentrée des fonds provenant du produit des taxes, des licences ou des autres revenus, soit pour défrayer le coût de certains travaux d'utilité publique, qui ne sont pas de simple entretien, ou de certains achats non d'usage courant, entraînant des déboursés non suffisamment élevés pour justifier un emprunt à long terme, le conseil peut par règlement constituer un fonds connu sous le nom de fonds de roulement.

“484a. With a view to placing at the disposal of the council the moneys it may need to meet the aleatory expenses of the municipality during a fiscal year, pending the receipt of funds derived from taxes, licenses or other revenues, or to defray the cost of certain public utility works which are not mere matters of maintenance, and the cost of certain purchases which are not usually made, and which are not so costly as to justify a long-term loan, the council may establish by by-law a fund to be known as the working-fund.

Working-fund.

Capital-
limite.

“484b. Le capital-limite de ce fonds sera de vingt mille dollars et sera constitué à l'origine par le produit d'un emprunt de ce montant que la ville est autorisée à contracter en suivant les formalités requises par la loi relatives au règlement d'emprunt, sans toutefois être tenue de requérir l'approbation des électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles imposables. Le remboursement de cet emprunt initial devra s'effectuer au cours d'une période-limite de quinze ans.

“484b. The limited capital of such fund shall be twenty thousand dollars and shall be constituted originally by the produce of a loan of this amount which the town is authorized to contract by complying with the formalities required by the act relating to the loan by-law, without however being bound to require the approval of the municipal electors, proprietors of taxable immovables. The reimbursement of such initial loan shall be made during a limited period of fifteen years.

Limited capital.

Emprunt.

“484c. Le conseil, par résolution dûment approuvée par la Commission municipale de Québec, pourra emprunter de ce fonds de roulement les deniers dont il aura besoin, exclusivement pour les fins mentionnées dans l'article 484a. Par ailleurs, aucun des emprunts de ce fonds ne devra être contracté pour une période de plus de cinq ans. La résolution l'autorisant devra indiquer au surplus la manière et les modalités du remboursement. Et si les revenus généraux de la corporation s'avéraient insuffisants pour l'effectuer, une taxe spéciale devra alors être imposée à cette fin, conformément aux dispositions de la loi.

“484c. The council may, by resolution duly approved by the Quebec Municipal Commission, borrow from such working-fund the moneys it may need exclusively for the purposes mentioned in the above section 484a. None of such loans however, from such fund shall be for a term of more than five years and the resolution authorizing the loan shall indicate moreover, the manner and modalities of the reimbursement. And in the event that the general revenues of the corporation should be insufficient to complete such reimbursement, a special tax shall be imposed for the purpose, in accordance with the provisions of law.

Loan.

Trans-
ports.

"484d. Pour en maintenir l'intégrité, le conseil pourra transporter audit fonds de roulement les arrérages de taxes, créances ou autres revenus de la municipalité à l'expiration de chaque année, et lors de leur perception, le trésorier sera tenu de les porter au compte du fonds de roulement. Les argents ainsi encaissés pourront être convertis en obligations du Canada ou de la province de Québec. Et ces obligations constitueront un actif du fonds que le conseil pourra transporter en garantie de tout emprunt subséquemment contracté pour rencontrer les fins de l'article 484a.

Intérêts.

"484e. Les intérêts de ce fonds de roulement constitueront des revenus ordinaires."

S.R.,
c. 233,
a. 486a,
aj. pour la
ville.

11. La Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est modifiée, pour la ville, en y ajoutant après l'article 486, le suivant:

Plan de
subdivi-
sion.

"486a. Tout propriétaire qui subdivise sa ferme ou son terrain devra adresser au secrétaire-trésorier, par lettre recommandée, deux copies du plan officiel de la subdivision d'iceux, dans les trente jours de la date à laquelle il a fait un dépôt de ces copies au service du cadastre. A défaut d'accomplir cette formalité, il est passible envers la municipalité, après l'expiration du délai de trente jours, d'une amende de un dollar par jour jusqu'à ce qu'il se soit conformé à ces dispositions."

S.R.,
c. 233,
a. 538a,
aj. pour la
ville.

12. La Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est modifiée, pour la ville, en y ajoutant après l'article 538 le suivant:

Taxe des
services
publics.

"538a. Le conseil est autorisé à réunir en une seule taxe appelée taxe des services publics, pour fins de perception, les taxes d'eau, de locataires, d'enlèvement des vidanges et de la neige."

S.R.,
c. 233,
a. 575,
remp.
pour la
ville.

13. L'article 575 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Vente des
immeu-
bles ac-
quis.

"575. Ces immeubles ainsi acquis par la ville et qui n'ont pas été rachetés,

"484d. To maintain the integrity thereof, the council may transfer to the said working-fund the arrears of taxes, claims or other revenues of the municipality at the expiration of each year, and at the time of their collection, the treasurer shall be bound to enter them in the working-fund account. The moneys thus collected may be converted into bonds of Canada or of the Province of Quebec. And such bonds shall constitute an asset of the fund which the council may transfer as security for any loan subsequently contracted in order to meet the purposes of section 484a.

"484e. The interest of such working-fund shall constitute ordinary revenue."

Interest.

11. The Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is amended, for the town, by adding after section 486, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 486a,
added for
town.

"486a. Any owner who subdivides his farm or land shall address to the secretary-treasurer, by registered letter, two copies of the official subdivision plan of the same, within thirty days from the date on which he has deposited such copies at the cadastre office. Failing to comply with such formality, after the expiration of the delay of thirty days, he shall be liable to the municipality, to a fine of one dollar per day until he has complied with these provisions."

Subdivi-
sion plan.

12. The Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is amended, for the town, by adding after section 538, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 538a,
added for
town.

"538a. The council is authorized to combine into one single tax called public services tax, for collection purposes, water-rates, taxes for tenants, for garbage and snow removal."

Public
services
tax.

13. Section 575 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 575, re-
placed for
town.

"575. Immoveables so purchased by the town and which have not been re-

Sale of
property
purchas-
ed.

doivent être vendus, soit à l'enchère, soit par vente privée, selon que le conseil le décrète par résolution, dans l'année qui suit l'expiration du délai pendant lequel le retrait pouvait être exercé. Le ministre des affaires municipales, peut, cependant accorder de nouveaux délais, à la demande du conseil, pour des raisons qu'il juge satisfaisantes.

Titre non
invalidé.

Toutefois, le défaut par le conseil de vendre ainsi dans le délai ci-dessus ou dans le délai additionnel accordé par le ministre des affaires municipales, les immeubles acquis lors d'une vente pour taxes, n'invalide pas le titre que le conseil peut dans la suite consentir à ces immeubles; et il est loisible au ministre des affaires municipales de confirmer après coup tout délai mis par le conseil à la vente de tels immeubles. La disposition ci-dessus est déclaratoire.

Abroga-
tion.

14. Sans autres formalités que celles que requiert l'adoption d'un règlement ordinaire, le conseil de la ville de Mackayville peut abroger le règlement de construction numéro 74 qu'avait édicté la ci-devant corporation de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, suivant le Code municipal, et le remplacer par un règlement de construction et de zonage suivant la Loi des cités et villes. Ce règlement nouveau une fois adopté, ne pourra être amendé ou modifié qu'en observant les prescriptions du deuxième alinéa du paragraphe 1° de l'article 426 de la Loi des cités et villes.

Règle-
ment con-
tinué.

Toutefois le règlement No 5 intitulé règlement de construction, adopté le 2ème jour de mars 1948 et publié le 12 avril 1948, restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit remplacé par un autre règlement de construction et de zonage autorisé par le présent article.

1947,
c. 102,
a. 21a, aj.

15. La loi 11 George VI, chapitre 102, est modifiée en y ajoutant après l'article 21 le suivant:

Limite.

"21a. L'emprunt ci-dessus mentionné sera limité à la somme de cent mille dollars et remboursable sur une période de vingt années, et, pour en assurer le remboursement, le conseil peut, nonobstant les termes des règlements de la ci-devant

deemed, shall be sold, either at auction or at private sale, as the council may order by resolution, within the year following the expiration of the delay in which redemption might have been exercised. The Minister of Municipal Affairs, may, however, grant further delays, at the request of the council, for reasons that he may deem sufficient.

Nevertheless, the failure by the council to thus sell within the delay mentioned or within the additional delay granted by the Minister of Municipal Affairs, the immoveables acquired at the time of a sale for taxes, shall not invalidate the title which the council may afterwards give to such immoveables; and the Minister of Municipal Affairs may afterwards confirm any delay brought by the council for the sale of such immoveables. The above provision is declaratory.

Title not
invalidat-
ed.

14. Without any other formalities than those required for the adoption of an ordinary by-law, the council of the town of Mackayville may repeal building by-law number 74 which the late corporation of the parish of St. Antoine de Longueuil had passed, according to the Municipal Code, and replace it by a building and zoning by-law according to the Cities and Towns Act. This new by-law after its adoption shall not be amended or changed except by observing the provisions of the second paragraph of paragraph 1 of section 426 of the Cities and Towns Act.

Nevertheless, by law No. 5 intitled building by-law, adopted on the 2nd of March, 1948, and published on the 12th of April, 1948, shall remain in force until it has been replaced by another building and zoning by-law authorized by this section.

By-law
conti-
nued.

15. The act 11 George VI, chapter 102, is amended by adding after section 21 the following:

1947,
c. 102,
s. 21a,
added.

"21a. The above-mentioned loan shall be limited to the sum of one hundred thousand dollars and repayable over a period of twenty years, and, to insure the repayment thereof, the council may, notwithstanding the terms of the by-laws of

Limit.

Corporation de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil qui avaient autorisé les dépenses dont le remboursement nécessite tel emprunt, décréter une taxe foncière spéciale sur tous les immeubles imposables de la municipalité sur la base de l'évaluation."

the former corporation of the parish of St. Antoine de Longueuil which had authorized the expenses, the repayment of which necessitates this loan, decree a special land tax on all the taxable immoveables of the municipality on the basis of the valuation."

Entrée en vigueur. **16.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

16. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.